

## Retour sur la controverse entre Friedrich Engels et Arthur Mülberger, « proudhonien » allemand, sur la question du logement

Frédéric Krier,  
Docteur en philosophie,  
Luxembourg

En 1872, Friedrich Engels a écrit une série d'articles intitulée « Sur la question du logement ». Peu de chercheurs ont examiné la cible de sa polémique, Arthur Mülberger, et son rapport avec Proudhon. L'ironie de leurs échanges, c'est qu'Engels, par ses obsessions avec la controverse entre Marx et Proudhon antérieure à 1848 (*La misère de la philosophie*) et les conflits alors en cours au sein de l'AIT, a en quelque sorte contribué à faire de Mülberger un « proudhonien »...

Le 3 février 1872, le *Volksstaat*, l'organe du parti ouvrier social-démocrate (dit « d'Eisenach ») et des syndicats « internationaux » (c'est-à-dire affiliés à l'Internationale) publie la première partie sur six<sup>1</sup> d'un long article non signé sur la « question du logement », qui, comme l'indique une note au bas de la première page est repris du journal autrichien *Volkswille* (« volonté du peuple »). Aussi bien le *Volkswille* de Vienne que le *Volksstaat* de Leipzig sont alors deux journaux du « parti Marx » dans l'Internationale – les autres étant *L'Emancipacion* de Madrid, *O pensamento social* de Lisbonne, *La plebe* de Lodi (Italie) et *L'égalité* de Genève, auxquels se joindra à partir de mars l'*International Herald* de Londres. L'influence directe de Marx et d'Engels sur le *Volkswille* n'est cependant pas comparable à celle sur le *Volksstaat* et ils ne sont ni en contact régulier avec les éditeurs ni ne contribuent au journal autrichien. Toutefois, dans le conflit qui oppose alors les partisans du Conseil général de Londres et ses critiques espagnols, italiens, jurassiens, belges..., le journal de Vienne est solidement du côté du Conseil général<sup>2</sup>.

L'éditeur du *Volksstaat* (Adolf Hepner ?) note que bien que l'article du *Volkswille* se réfère à des discussions du conseil communal de Vienne, il s'agit toutefois d'un sujet relevant de l'intérêt général et que les injustices signalées seraient d'ordre non local, mais universel (« ...allein dies thut dem allgemeinen Interesse keinen Abbruch, da es sich nicht um lokale sondern um allgemeine Mißstände handelt »). La discussion sur la question du

---

1 « Die Wohnungsfrage », in *Der Volksstaat. Organ der sozial-demokratischen Arbeiterpartei und der Internationalen Gewerkschaften*, 4e année, no 10, 3 février 1872, p.1 ; no 11, 7 février 1872, p.2-3 ; no 12, 10 février 1872, p.3 ; no 13, 14 février 1872, p.3 ; no 15, 21 février 1872, p.3 ; no 19, 6 mars 1872, p.2. L'article a également été tiré à part sous forme d'une brochure intitulée *Die Wohnungsfrage. Eine sociale Skizze von A.M.* [Arthur Mülberger], Leipzig, 1872. Je cite ici la publication dans le *Volksstaat*.

2 Comme le souligne par exemple James Guillaume, *L'Internationale. Documents et souvenirs*, tome II, 1907, p. 304. [http://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Internationale,\\_documents\\_et\\_souvenirs/Tome\\_II](http://fr.wikisource.org/wiki/L%E2%80%99Internationale,_documents_et_souvenirs/Tome_II)

logement, notamment dans un contexte d'une forte croissance de la population ouvrière dans les villes, est alors en cours depuis une bonne quinzaine d'années<sup>3</sup>, quoiqu'elle soit largement dominée par des réformateurs bourgeois, libéraux pour la très grande majorité, et quelque peu délaissée jusque-là par les sociaux-démocrates. Le cas de Vienne est toutefois singulier, avec une croissance particulièrement rapide de la population, due notamment à une forte migration de Bohême et de Moravie, et une activité frénétique de construction de nouveaux immeubles (notamment tous les bâtiments de style historiciste du Ring viennois), mais à des prix et loyers hors de la portée des ouvriers, artisans et petits bourgeois de la ville. Cette situation mènera à l'éclatement de la première bulle spéculative immobilière lors du « vendredi noir » du 9 mai 1873, huit jours seulement après l'ouverture de l'Exposition universelle de Vienne, qui entraîne une crise financière internationale et sera en fait l'ouverture de la première grande dépression économique à l'échelle mondiale. En même temps, les conditions d'habitat peu hygiéniques et la surpopulation ont favorisé l'éruption d'une épidémie de choléra au printemps 1873, contribuant à transformer l'Exposition universelle en débâcle majeur<sup>4</sup>.

### Le premier article de Mülberger

Dans la première partie de la série d'articles du *Volksstaat* sur la question du logement, l'auteur, qui se dévoilera dans sa réponse à la première attaque d'Engels<sup>5</sup> comme Arthur Mülberger, jeune médecin<sup>6</sup> du Wurtemberg, développe son argument en se ba-

---

3 Suivant la chronologie établie par Nicholas Bullock et James Read, *The movement for housing reform in Germany and France 1840-1914*, Cambridge, 2010 (1ère édition 1985) (Cambridge Urban and Architectural Studies, 9). Bullock et Read parlent d'un premier débat sur le logement en Allemagne entre 1857 et 1872 (p.40-51), suivi d'une période de « silence » avant la reprise du débat à partir de 1885. La controverse illustrée dans les pages qui suivent est donc à situer vers la fin de la première phase du débat sur le logement. Il n'est cependant pas un hasard qu'Engels choisit de rééditer la *Question du logement* quand la discussion reprend de façon plus appuyée, en 1887.

4 Un aperçu multifacettes sur l'Exposition universelle de 1873 et la ville de Vienne à cette époque est donné par le volumineux catalogue d'exposition édité par Wolfgang Kos et Ralph Gleis, *Experiment Metropole. 1873: Wien und die Weltausstellung*, Vienne, 2014. Voir en particulier sur la situation démographique et ses conséquences la contribution d'Andreas Weigl, « Auf dem Weg zur Millionenmetropole. Eine Stadt platzt aus allen Nähten », p.52-63, ainsi que sur le krach de mai 1873, la contribution de Peter Eigner, « Boom und Krach. Österreichs wirtschaftliche Entwicklung um 1873 », p.84-93.

5 « Zur Wohnungsfrage. (Antwort an Friedrich Engels) », in *Der Volksstaat. Organ der sozial-demokratischen Arbeiterpartei und der Internationalen Gewerkschaften*, 4e année, no 86, 26 octobre 1872, p.1-2.

6 En fait, à ce moment sur le point de finir ses études. Sa thèse de doctorat est publiée la même année, en novembre 1872 ; *Ueber Geschwülste im Becken und ihren Einfluss auf den Verlauf der Geburt* [« A propos des tumeurs du pelvis et leur impact sur le déroulement de la naissance »], Stuttgart, 1872. Mülberger y est indiqué comme habitant Stuttgart. Dans son histoire de l'anarchisme, Zenker note que Mülberger est né en 1847 et a commencé à pratiquer comme médecin en 1873 ; cf. E[rnst] V[ictor] Zenker, *Anarchism. A Criticism and History of the Anarchist Theory*, New York et Londres, 1897, p.214. Dans les années 1890, on le retrouve comme médecin à Crailsheim. Pour le reste, la biographie de Mülberger reste à écrire. Il n'y a même pas de page consacrée à Mülberger dans l'*Anarchopedia*, ni d'ailleurs sur *Wikipedia*, où l'on retrouve pourtant son frère cadet Max (von) Mülberger, qui fut maire de la ville d'Esslingen sur le Neckar de 1892 à 1929 et député libéral au Landtag du Wurtemberg de 1906 à 1918, puis de 1919 à 1924 ([http://de.wikipedia.org/wiki/Max\\_von\\_M%C3%BClberger](http://de.wikipedia.org/wiki/Max_von_M%C3%BClberger)). La famille Mülberger est d'origine alsacienne et d'ailleurs apparentée aux Cotta, éditeurs de la thèse de Mülberger. L'année 1907 est généralement indiquée comme date de la mort d'Arthur Mülberger. Le fait qu'un ouvrage de technique médicale signé Arthur Mülberger, *Grundzüge der pathologisch-histologischen Technik*, Berlin, 1912 [tout

sant sur les débats au conseil communal de Vienne<sup>7</sup> sur le problème de l'augmentation rapide des loyers et partant de la pénurie du logement, ainsi que de ses conséquences néfastes sur les familles, sur les mœurs et sur la santé de toutes les catégories de la population urbaine, qui ne sont pas propriétaires de leur logement. Mülberger, s'appuie sur une brochure du publiciste libéral Heinrich Reschauer<sup>8</sup>, souligne que la question du logement ne concerne pas le seul prolétariat, mais même *davantage* les classes moyennes, les petits commerçants et artisans, la petite bourgeoisie, la « bureaucratie ». Mülberger en conclut que le problème du logement donnerait l'opportunité à la social-démocratie de mettre en évidence l'identité des intérêts du prolétariat et des classes moyennes et d'ouvrir une perspective à ces dernières de se libérer de la tutelle de la féodalité industrielle et financière (« der industriellen und finanziellen Feodalität ») et de se joindre au nouveau parti ouvrier jeune et dynamique (« der jugendkräftigen und energievollen Arbeiterpartei »). Selon Mülberger, une telle alliance pourrait servir à démontrer que les « accusations » contre la social-démocratie de mener une « politique de classe » (« Klassenpolitik ») et de viser la domination de classe (« Klassenherrschaft ») du prolétariat soient fausses. Cette question permettrait même au-delà au parti social-démocrate de montrer qu'il ne serait pas un parti parmi d'autres, mais le parti du droit, de la liberté et l'avenir (« die Partei des Rechts, der Freiheit und der Zukunft »), en proposant des solutions pratiques à des problèmes concrets, mais basés sur des principes généraux. Ceci contrairement aux libéraux, qui auraient bien identifié le problème, mais ne disposeraient d'aucun remède à son encontre.

Pour Mülberger, cette incapacité des libéraux à mettre un terme aux inégalités criantes en matière de logement, s'expliquerait par leur notion de la « productivité du capital », un oxymore pour Mülberger, pour qui le seul travail est productif. Le loyer serait une des formes les plus oppressives et vampiriques (« aussaugendst ») de cette productivité du capital, le propriétaire de l'immeuble, identifié au capitaliste, accaparant une grande partie de la production sociétale en raison de titre de propriété éternels. Or la productivité sociétale aurait entraîné une appréciation importante de la valeur des terrains et des immeubles. Mülberger définit ensuite la différence entre la valeur actuelle du terrain et de l'immeuble et le prix d'achat comme « plus-value ». Comme l'appréciation immobilière serait due au progrès général du développement industriel et ne découlerait pas de manière tangible de l'action de certains individus, Mülberger en conclut que la société seule a droit à la plus-value découlant de l'appréciation des terrains et immeubles.

---

récemment réimprimé par l'éditeur Springer en 2013] comporte une préface de ce dernier avec lieu et date « Stuttgart, en juin 1912 », m'a laissé penser que cette date serait erronée. Or, après plus de recherches, j'ai trouvé dans des actes judiciaires du Staatsarchiv Ludwigsburg (Document El 902/5 Bü 3793) un second Arthur Mülberger, lui aussi médecin à Crailsheim, mais né le 24 juillet 1877 à Herrenalb, donc vraisemblablement le fils homonyme du premier. Notons que l'auteur de l'ouvrage de 1912 est indiqué comme étant membre du Royal College of Surgeons of England et du Royal College of Physicians de Londres.

<sup>7</sup> Le conseil communal se composait alors de trois tendances libérales ; voir l'article de Walter Öhlinger, « Kommunale Oligarchie. Der Wiener Gemeinderat in der liberalen Ära », dans Kos et Gleis (ed.), *Experiment Metropole...*, *op.cit.*, p.74-83 ; sur la question du logement en particulier p.78-79.

<sup>8</sup> *Die Wohnungsnoth und ihr schädlicher Einfluss auf die Kleingewerbetreibenden und Lohnarbeiter*, Vienne, 1871.

Mülberger ne nous indique pas comment cette accapuration de la plus-value immobilière pourrait s'opérer en pratique, mais se contente de prescrire que l'institution du loyer devra être pénétrée d'une idée du droit, des « exigences sévères de la justice » (« den strengen Anforderungen der Gerechtigkeit »), afin de – Mülberger paraphrase Proudhon<sup>9</sup> – « porter la vie économique à la hauteur du droit économique » (« Mit einem Worte, das ökonomische Leben der Gesellschaft muß sich, wie Proudhon sagt, zur Höhe eines *ökonomischen Rechtes* emporschwingen »)<sup>10</sup>. L'idéologie libérale du *laissez aller* ne serait au contraire que la systématisation de l'absence de justice, toute régulation étant perçue comme une entrave au libre développement du capital. Dans le système libéral, le contrat de bail ne pouvait être qu'un instrument d'oppression et d'inégalité dans l'intérêt du propriétaire. Mülberger voit cette tendance confirmée dans tous les codes de droit civil depuis le Code Napoléon. En s'appuyant sur les chiffres de Reschauer concernant la situation à Vienne, il insiste sur le processus de concentration du « capital urbain », qui approfondit le fossé entre propriétaire et non-propriétaire. 90% des habitants de la ville ne seraient pas propriétaires de leur propre logement, et, de ce fait, la situation de la masse de la population urbaine serait largement en-dessous de celle des « sauvages » (« weit unter den Wilden ») : au moins le troglodyte aurait sa cave, l'[aborigène] australien sa cabane d'argile, l'indien son foyer (« der Troglodyte hat seine Höhle, der Australier seine Lehmhütte, der Indianer seinen eigenen Herd »). L'absence de propriété foncière, l'absence de tout « point fixe dans le tourbillon de la vie sociale » (« festen Punkt im Wirbel des sozialen Lebens ») constitue pour Mülberger le véritable problème du logement, qu'il perçoit surtout comme un problème *moral*, qui ne peut être combattu par des mesures sociales, telles que la construction de logements pour les ouvriers.

Dans la troisième partie de son article, Mülberger identifie cette situation de dépendance du locataire vis-à-vis du propriétaire à la relation entre le salarié et le capitaliste (« Was der *Lohnarbeiter* gegenüber dem Kapitalisten, das ist der *Miether* gegenüber dem *Hausbesitzer* »). En analogie à l'objectif de la « démocratie sociale » (« soziale Demokratie ») de transformer la société basée sur le salariat en une société de producteurs libres, dans laquelle chacun reçoit le produit entier de son travail (« au seiner Gesellschaft von Lohnarbeitern eine Gesellschaft freier Produzenten zu machen, so daß Jedem der ganze und volle Ertrag seiner Arbeit zugute kommt »<sup>11</sup>), la propriété foncière doit être remplacée par la possession ou propriété libre et individuelle. Pour Mülberger, le terme utilisé (propriété ou possession) n'est pas primordial, mais plutôt l'abolition du bail à loyer. Ce double mouvement d'abolition de contrats de loyers et de création d'une nouvelle forme de propriété foncière dépourvue de privilèges répond selon Mülberger à la devise d'un

---

9 Il s'agit de la seule référence directe à Proudhon dans le premier article de Mülberger.

10 Proudhon traite d'un tel « accord des lois de l'économie et de la Justice » dans le chapitre V de la 3<sup>e</sup> étude de *De la Justice*. Proudhon soutient en outre que « l'application de la justice à l'économie politique, à l'imitation de Descartes, qui appelait son analyse application de l'algèbre à la géométrie. », qui serait la véritable science sociale (Proudhon produit comme témoin l'économiste italien Pellegrino Rossi, *De la justice dans la Révolution et dans l'Église. Nouveaux principes de philosophie pratique. A son éminence Monseigneur Mathieu, cardinal-archevêque de Besançon*, vol. I, Paris, 1858, p.265. L'essentiel de l'anti-Proudhon de Walras est consacré à cette conception proudhoniennne, cf. Léon Walras, *L'Économie politique et la justice, examen critique et réfutation des doctrines économiques de M. P. J. Proudhon précédés d'une introduction à l'étude de la question sociale*, Paris, 1860.

11 Souligné chez Mülberger.

des « plus grands penseurs » de la « société future » (à savoir Proudhon, mais il ne le nomme pas) : *destruam et aedificabo*.

Comment cette abolition du bail à loyer se réalisera-t-elle en pratique ? Par ce qu'on appelle aujourd'hui un système de « location-vente » ou « location-accession »<sup>12</sup>. Les loyers, au lieu d'être un tribut au « droit éternel du capital » (« den Tribut, (...) welchen der Miether dem ewigen Rechte des Kapitals bezahlt »<sup>13</sup>), devraient être transformés en annuités. Après que le locataire a payé une somme correspondante à la « valeur » du logement, il en devient le propriétaire, une transaction que Mülberger compare à l'abolition des privilèges féodaux du 4 août 1789 (!). Il n'indique cependant pas comment sera évaluée la valeur du logement : S'agit-il du coût de construction ou d'acquisition ? Du prix de marché estimé lors de la mise en œuvre de la réforme proposée par Mülberger ? Voire du prix de marché au moment du transfert des droits de propriété ?

La 4<sup>e</sup> partie de l'article ne répond pas directement à ces questions. Mülberger retourne à la notion de la « productivité du capital », dont il nous avait dit dans la première partie qu'elle était fictive. Ici, il parle désormais d'*abolir* la productivité du capital en limitant l'intérêt de « tous les capitaux » (« der Zins aller Kapitalien » à 1% pendant une période de transition plus ou moins équivalente au transfert de la location vers la propriété. Ces deux réformes feraient partie d'un même mouvement visant à rapporter le prix de tout produit à la valeur du travail nécessaire à la mise en œuvre du capital (« daß schließlich nichts mehr bezahlt wird, als die zur Umsetzung des Kapitals nöthige Arbeit ») – donc, je suppose, au prix de revient (ce développement de Mülberger est tout sauf clair). Par conséquent, l'achat et la vente d'un logement deviendraient l'équivalent de celle de toute autre transaction commerciale et le problème de la plus-value constituée par « la société », mais accaparée par le propriétaire foncier, s'évaporerait en quelque sorte, le capital foncier étant défini comme improductif par nature.

En supplément au remplacement du contrat de location par un contrat de location-vente, Mülberger propose trois mesures complémentaires : l'établissement de statistiques fiables sur le logement (comme le demandent à peu près tous les réformateurs sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle), la création d'une « police de la santé disposant de tous les moyens scientifiques » (« eine mit allen Mitteln der Wissenschaft ausgestattete Gesundheitspolizei »<sup>14</sup>) et la fondation de « grandioses coopératives de bâtiment et de production » (« großartiger Bau-Produktiv-Genossenschaften »), par le moyen desquels l'identité fonctionnelle du capitaliste, de l'entrepreneur et de l'ouvrier serait réalisée. Mülberger clôt en appelant le parti social-démocrate à mettre davantage l'accent sur de telles questions sociales (il évoque en outre le crédit, la dette publique et privée, la fiscalité) avant de se pencher sur les revendications purement politiques telles le droit de vote universel, la liberté d'expression et de rassemblement *etc.*, qui ne pourraient de toute façon être réalisées qu'après la mise en place d'une « structuration sociale » (« soziale Gliederung ») basée sur la liberté et l'égalité.

---

12 Qui existe en droit français depuis la Loi n° 84-595 du 12 juillet 1984 définissant la location-accession à la propriété immobilière.

13 Souligné chez Mülberger.

14 Souligné chez Mülberger.

Les deux dernières parties n'ajoutent rien à la proposition principale de Mülberger, mais contiennent des critiques des propositions pratiques des conseillers communaux libéraux de Vienne (exonération fiscale pour les nouvelles constructions et les bâtiments rénovés, faciliter le transport de matériaux de construction vers Vienne afin de faire pression sur les prix, simplification administrative et soutien aux sociétés de construction) et de Reschauer (prévoir la construction de 24 000 logements par an par une société anonyme nouvellement créée, afin d'agir sur les prix et de développer une offre accessible aux classes populaires), qui sont identifiées soit comme profitant aux seuls propriétaires/capitalistes, soit comme intervention purement caritative. Mülberger signale son accord de principe avec les ouvriers signataires du manifeste des 60 de 1863 : « Nous ne voulons pas être des *clients* ni des *assistés*, nous voulons devenir des égaux. Nous repoussons l'*aumône*, nous voulons la justice. »

### Les relations de Mülberger avec le *Volksstaat* avant la publication de la « Wohnungsfrage »

Si l'article du jeune Mülberger contient surtout des formules proudhoniennes, remaniées de façon quelque peu embrouillée – Franz Mehring notait déjà que c'était déplorable que la contribution du *Volksstaat* à la discussion alors en cours sur la question de la pénurie de logements se limitait aux élucubrations confuses (« konfuse Ausführungen ») de Mülberger, corrigées par la suite par Engels<sup>15</sup>... Comment d'ailleurs se trouve-t-il que cet étudiant empreint de proudhonisme a pu publier une longue série d'articles dans le *Volksstaat*, dont l'éditeur principal était tout de même un proche de Marx et d'Engels, Wilhelm Liebknecht ?

La correspondance de Liebknecht détenue par l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam et publiée dans les années 1960-1970 nous permet de reconstruire la prise de contact entre Mülberger et Liebknecht. Le contact a été établi en 1869 suite à une recommandation du social-démocrate autrichien Heinrich Oberwinder, qui décrit Mülberger comme étant un social-démocrate capable, d'une rare distinction et d'un sérieux hors du commun pour un étudiant de l'époque<sup>16</sup>. Nous apprenons dans la même lettre que Mülberger vit à Vienne comme colocataire d'un autre étudiant en médecine<sup>17</sup>, qui partage ses idées (« gleichgesinnt ») : nul autre que le socialiste français et futur communard Edouard Vaillant. Maurice Dommanget confirme que celui-ci a en effet étudié à Vienne en 1868/1869, après des passages à Heidelberg et Tübingen en Allemagne. Le biographe de Vaillant ne mentionne pas Mülberger, mais note que Vaillant fait la connaissance de Johann Most, futur député social-démocrate, puis anarchiste partisan de la

---

15 Mehring souligne que les analyses de Wilhelm Hasselmann (futur anarchiste et proche de Johann Most) sur la question du logement dans le *Neue Social-Democrat* (lassalléen) étaient largement supérieures à celles du *Volksstaat* ; cf. Franz Mehring, *Geschichte der Deutschen Sozialdemokratie. Zweiter Theil: von Lassalles Offenem Antwortschreiben zum Erfurter Programm. 1863-1891*, Stuttgart, 1898, p.334.

16 « Mülberger ist ein sehr tüchtiger Socialdemocrat. Er gehört zu den wenigen Studirenden, die ein ernstes Streben im Auge haben, Ich habe selten einen so gediegenen jungen Mann kennen gelernt. » ; lettre de Heinrich Oberwinder à Wilhelm Liebknecht, non datée, mais rédigée « avant le 25 juillet 1869 » ; in Wilhelm Liebknecht, *Briefwechsel mit deutschen Sozialdemokraten. Band 1: 1862-1878*, Assen, 1973, p.253-254.

17 La faculté de médecine de Vienne était alors particulièrement prestigieuse ; cf. Kos et Gleis (éd.), *Experiment Metropole...*, *op.cit.*, p.30-31.

« propagande par le fait », ainsi que d'Andreas Scheu (éditeur du *Volkswille* lors de la parution de la « Wohnungsfrage »), qui collaboreront tous les deux plus tard au journal blanquiste *Ni Dieu ni Maître*<sup>18</sup>, pendant son séjour dans la capitale autrichienne. Peu après, Vaillant est recruté à la section genevoise de langue allemande de l'AIT par Johann Philipp Becker, ancien compagnon d'armes d'Engels lors de la révolution badoise et ami de Marx – avec lequel Mülberger entre également en correspondance en octobre 1870<sup>19</sup>. Deux mois auparavant, le 30 juillet 1870 Mülberger s'était adressé directement à Liebknecht pour lui transmettre une lettre de Philipp Reiter<sup>20</sup>, participant à l'insurrection de Bade comme Becker et Engels, plus tard fondateur d'une section de l'AIT à San Francisco<sup>21</sup>. Mülberger lui soumet également les salutations de Vaillant, qui à ce moment finissait ses études à Tübingen. Nous savons que Liebknecht a rencontré Vaillant auparavant – Vaillant assistait et intervenait en tant que membre français de l'AIT et collaborateur du journal démocrate *Le rappel* au 1<sup>er</sup> congrès ordinaire du SDAP du 4 au 7 juin 1870 à Stuttgart<sup>22</sup>.

Dans une seconde lettre, datée du 21 octobre 1870<sup>23</sup>, Mülberger annonce à Liebknecht qu'il se rendra à Nancy comme assistant médical dans un hôpital militaire (dans le contexte de la guerre franco-allemande). Il informe Liebknecht en se référant à une lettre de la mère de Vaillant que Vaillant serait en vie et se trouverait à Paris, alors assiégée par les troupes allemandes<sup>24</sup>.

La correspondance entre Mülberger et Liebknecht est par la suite interrompue pour onze mois, la prochaine lettre de Mülberger date du 21 septembre 1871<sup>25</sup>. Mülberger se trouve alors à Kannenburg près d'Esslingen, où il travaille dans un asile mental<sup>26</sup>. Il répond en fait à une requête (perdue) de Liebknecht, qui demandait s'il était possible de lui faire parvenir le livre de Blanqui *La patrie en danger*<sup>27</sup> sur le siège de Paris de 1870.

---

18 Maurice Dommanget, *Edouard Vaillant. Un grand socialiste 1840-1915*, Paris, 1956, p.20.

19 Des scans des lettres de Mülberger à Becker de 1870-1871 viennent d'être mis en ligne sur le site de l'IISH (<http://socialhistory.org>), cote ARCH00031.D II 462-465.

20 De même, une lettre de Mülberger à Becker du 28 août 1870 contient quelques lignes de Reiter, qui habite à ce moment Tübingen comme Mülberger et Vaillant. Peut-être le contact avec Reiter explique également pourquoi Vaillant détenait un mandat de la section de San Francisco au Congrès de La Haye, cf. le compte-rendu du Congrès d'après le journal belge *La liberté* repris dans Arthur Lehning (ed.), *Michel Bakounine et les conflits dans l'Internationale 1872*, Paris, 1975 (*Œuvres complètes de Bakounine*, vol. 3), p.330.

21 Lettre d'Arthur Mülberger à Wilhelm Liebknecht du 30 juillet 1870 ; Liebknecht, *Briefwechsel mit deutschen Sozialdemokraten...*, *op.cit.*, p.328-329.

22 *Ibid.*, note p.313 ; cf. *Protokoll über den ersten Congress der social-demokratischen Arbeiterpartei zu Stuttgart am 4., 5., 6. und 7. Juni 1870*, Leipzig, 1870, p.41 (réimprimé dans *Protokolle der sozialdemokratischen Arbeiterpartei*. Vol. I, (Eisenach 1869-Coburg, 1874), Glashütten im Taunus, Bonn-Bad Godesberg, 1971). Dans le compte-rendu, Vaillant est simplement indiqué comme parlant « au nom des sociaux-démocrates français » (« im Namen der französischen Sozialdemokraten »). Mülberger n'a pas assisté au congrès de Stuttgart.

23 Le même jour, Mülberger écrit à Becker pour lui demander des adresses de membres de l'Internationale à Nancy.

24 Liebknecht, *Briefwechsel mit deutschen Sozialdemokraten...*, *op.cit.*, p.349-350.

25 Liebknecht, *Briefwechsel mit deutschen Sozialdemokraten...*, *op.cit.*, p.349-350. A noter qu'il ne subsiste pas non plus de lettres de Mülberger à Becker pour la période du 21 octobre 1870 au 14 octobre 1871.

26 Information qu'il communique à J.P. Becker dans une lettre du 14 octobre 1871.

27 [Louis-Auguste] Blanqui, *La patrie en danger*, Paris, 1871.

Mülberger affirme qu'il est en possession du livre, qui lui a été transmis par une main inconnue (il soupçonne qu'il s'agit de la mère de Vaillant), mais qu'il hésite à l'envoyer à Liebknecht, étant donné qu'il aurait commencé à le traduire en allemand. Il ajoute par ailleurs l'adresse de Vaillant à Londres pour l'envoi du *Volksstaat* (ce qui confirme donc que Mülberger restait en contact avec Vaillant au-delà de leur temps d'études commun à Vienne et Tübingen). Liebknecht répond de façon indirecte dans le *Volksstaat*<sup>28</sup> par une notice dans la rubrique « Lettres à la rédaction » au docteur « M. in K. bei E. » (Mülberger à Kannenburg près d'Esslingen), qu'il n'a plus besoin du livre. La traduction allemande de *La patrie en danger* paraît sous le titre « Das Vaterland in Gefahr » dans le *Volksstaat* à partir du n° 81 (3<sup>e</sup> année) du 7 octobre 1871. Mülberger a donc collaboré au *Volksstaat* avant la publication de la « Wohnungsfrage ».

Nous en pouvons conclure qu'à ce moment, Mülberger n'est pas vraiment considéré comme un « proudhonien », et donc un ennemi politique, mais surtout comme un ami de Vaillant, qui, quoique « blanquiste » est plutôt perçu comme proche du parti Marx. D'ailleurs, lors de son exil à Londres, Vaillant devient rapidement un « familier »<sup>29</sup> de Marx auquel il est introduit par Charles Longuet. Il intègre le Conseil général de l'AIT en juillet 1871<sup>30</sup>. Bien que Vaillant quitte l'Internationale après le congrès de La Haye – il vote l'exclusion de Bakounine et de Guillaume, mais s'oppose avec les autres blanquistes contre la translation du siège de l'AIT à New York et proteste contre « l'accueil peu sympathique » de leur déclaration appelant à mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès de l'Internationale « l'organisation militante des forces révolutionnaires du prolétariat et de sa lutte politique »<sup>31</sup> –, Engels salue encore dans son article sur la littérature des réfugiés blanquistes, paru dans le *Volksstaat* du 26 juin 1874, le « mérite incontesté » (« das unbestrittene Verdienst ») de Vaillant d'avoir introduit les travailleurs français à la littérature socialiste allemande<sup>32</sup>.

Toutefois, le Vaillant que fréquente Mülberger en 1869-1870 n'est pas encore l'ex-communard exilé à Londres. De même, il est peut-être un peu rapide de classer Vaillant comme « blanquiste ». Dommanget note que Vaillant ne commence à fréquenter les milieux blanquistes que pendant le siège de Paris ; auparavant « Vaillant, quoique au courant du marxisme, était toujours d'imprégné de proudhonisme et au même temps très révolutionnaire comme plusieurs représentants de l'école proudhonienne »<sup>33</sup>. Même pendant la Commune de Paris, Vaillant affirmera qu'il n'est « ni de la majorité [montagnarde] ni de la minorité [fédéraliste] »<sup>34</sup>.

Nous pouvons donc affirmer que Mülberger et Vaillant partagent un enthousiasme commun pour Proudhon lors de leurs études, qu'ils ne considèrent pas comme

---

28 3<sup>e</sup> année, no 78, 27 septembre 1871.

29 Dommanget, *Edouard Vaillant...*, *op.cit.*, p.52.

30 Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale*, Paris, 2011, p.274. Selon Léonard, Vaillant est alors « en très bons termes avec Marx qui l'apprécie ».

31 Cf. Lehning (ed.), *Bakounine et les conflits dans L'internationale...*, *op.cit.*, p.331, 336.

32 Friedrich Engels, « Flüchtlingsliteratur II », in MEGA2, vol. I/24, p.378.

33 Dommanget, *Edouard Vaillant...*, *op.cit.*, p.24. De même, Dommanget mentionne l'évocation du « proudhonisme » du jeune Vaillant chez Longuet, *ibid.*, p.53.

34 *Ibid.*, p.35.



fondamentalement contradictoire à leur engagement dans l'Internationale et leurs contacts avec d'autres socialistes, qu'ils soient « blanquistes » ou « marxistes ». Ce sont en quelque sorte des « unitaires ». Contrairement à son ami Vaillant, Mülberger restera fidèle au publiciste Proudhon, quoique son « proudhonisme » reste quelque peu camouflé dans l'article sur le logement (mais pas pour un connaisseur de l'œuvre proudhonienne comme Engels).

La correspondance de Mülberger et Liebknecht ne nous renseigne pas sur les circonstances la reprise de l'article de Mülberger par le *Volksstaat*, quoique Mülberger écrive à Liebknecht le 23 avril 1872 au sujet du retard de publication de sa série d'articles sous forme de brochure. Il annonce par ailleurs se rendre à Prague pour des recherches médicales sur la grossesse (c'est-à-dire pour préparer sa thèse doctorale). Nous ne savons pas si Liebknecht, qui attend alors le jugement en cassation, suite à sa condamnation, ensemble avec Bebel, pour haute trahison le 23 mars par la cour de Leipzig (Liebknecht et Bebel s'étant abstenu au Reichstag lors du vote des crédits de guerre pour la campagne contre la France le 19 juillet 1870)<sup>35</sup>, a répondu à Mülberger ; toutefois la brochure sur le logement a bien paru aux éditions du *Volksstaat*. Or, cette publication sera le prélude à la mise au ban de Mülberger, Liebknecht recevant peu de temps après une missive de Londres.

### La réaction d'Engels

Engels ne réagit en fait que deux mois après la publication de la dernière partie de la série d'articles de Mülberger. Il annonce en effet le 7 mai 1872 à Liebknecht, qu'il prévoit de rédiger une réplique « contre les histoires proudhonistes absurdes » (« gegen die absurden proudhonistischen Geschichten ») dès qu'il aura le temps de le faire<sup>36</sup>. Il transmet l'article « Zur Wohnungsfrage » le 22 mai, avec le commentaire sarcastique « Ton Proudhonien s'en réjouira » (« Dein Proudhonist wird zufrieden sein »)<sup>37</sup>.

Pourquoi Engels voit-il à ce moment la nécessité de répondre à un article plutôt embrouillé d'un étudiant en médecine ? Dans un contexte marqué d'une part par la répression accrue contre les sections de l'Internationale un peu partout en Europe aux lendemains de la Commune de Paris, d'autre part par l'accroissement des tendances « antiautoritaires » dans l'Internationale après la conférence contestée de Londres (septembre 1871), il est tout de même étonnant qu'Engels prend sa plume pour rédiger une longue série d'articles sur la question du logement en raison d'une référence solitaire à Proudhon ! Au moins pouvons-nous croire que Liebknecht – quelques semaines après sa condamnation en première instance pour haute trahison – a d'autres chats à fouetter à ce moment.

C'est peut-être justement la menace de l'emprisonnement de Liebknecht et de Bebel et la prise en charge de la gestion du *Volksstaat* par le seul Adolf Hepner (innocenté par la Cour de Leipzig) qui contribuent à expliquer pourquoi Engels voit la nécessité de

---

35 La cour de cassation confirmera la cassation et Liebknecht est emprisonné dans la forteresse Hubertusburg à Wernsdorf en juin 1872.

36 Wilhelm Liebknecht, *Briefwechsel mit Karl Marx und Friedrich Engels*, La Haye, 1963, p.161-164.

37 *Ibid.*, p.166.

réagir de manière aussi véhémement à cette première manifestation d'un nouveau « proudhonisme » allemand. Même sous la direction de Liebknecht, Engels critiquait le manque de pureté idéologique du *Volksstaat* et les correspondances développées de son directeur avec des socialistes de toutes tendances, dont il se plaindra après la publication d'un échange de lettres entre Liebknecht et le « bakouniste » Luigi Stefanoni dans le journal italien *Libero Pensiero*<sup>38</sup>. Le 12 février 1873, Engels menace même de rompre avec le *Volksstaat*, si celui-ci se déclarerait « neutre dans la guerre des Internationaux contre les sécessionnistes » (« Wenn der 'Volksstaat' sich gegenüber dem Krieg der Internationalen gegen die Sezessionisten *neutral* erklärt, (...) so wird unsre Stellung zum 'Volksstaat' dadurch *von Grund aus verändert* »)<sup>39</sup> en raison de l'annonce de Liebknecht que le *Volksstaat* se tiendra momentanément en retrait en ce qui concerne la « polémique internationale » dans le contexte du rapprochement avec les Lassalléens, qui débouchera deux ans plus tard à Gotha à la fondation du parti ouvrier socialiste allemand. Pour Engels, la lutte contre les « sécessionnistes » (fédérations jurassienne, italienne, espagnole, belge, mais aussi et plus directement une minorité de trade-unionistes en Grande-Bretagne) prime sur toute autre considération, certainement sur une possible unification avec les Lassalléens, qu'il voit avec méfiance.

Dès les premières lignes de l'article envoyé à Liebknecht<sup>40</sup>, Engels souligne qu'il s'agit de tuer dans l'œuf la première tentative – hormis quelques « divagations littéraires » des années 1840<sup>41</sup> – d'implanter la pensée proudhonienne en Allemagne, alors que celle-ci aurait reçu un « coup décisif » en 1847 avec la publication de la *Misère de la philosophie*... L'article sur la question du logement serait une « monstrueuse régression » d'environ 25 ans par rapport à l'évolution théorique du socialisme allemand<sup>42</sup>.

Or, la très grande majorité des socialistes allemands de l'époque ignorent évidemment la *Misère de la philosophie*, qui n'a pas encore été traduite en allemand et dont en fin de compte, malgré le retentissement relativement large dans la scène publiciste démocrate

---

38 « Du siehst in welche saubere Gesellschaft Du dich mit deiner Briefschreiberei begeben hast » ; lettre d'Engels à Liebknecht du 15 février 1872 ; Liebknecht, *Briefwechsel mit Karl Marx*..., *op.cit.*, p.157.

39 *Ibid.*, p.178.

40 « Wie Proudhon die Wohnungsfrage löst » [« Comment Proudhon résout la question du logement »], in *Der Volksstaat. Organ der sozial-demokratischen Arbeiterpartei und der Internationalen Gewerksgenossenschaften*, 4e année, no 51, 26 juin 1872, p.1-2 ; no 52, 29 juin 1872, p.1-2 ; no 53, 3 juillet 1872, p.1-2 ; repris dans MEGA2, vol. I/24, p.7-26. J'utilise dans cet article la traduction française disponible sur Internet : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm>.

41 Engels ignore les traductions d'ouvrages de Proudhon parues en langue allemande, telle l'édition de 1852 de *La Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre* (*Die sociale Revolution durch den Staatsstreich am 2. December erwiesen*, Brème, 1852), l'édition de 1862 des *Majorats littéraires* (*Die literarischen Majorate : Prüfung des Plans zu einem Gesetze, welches die Schöpfung eines ewigen Monopols zum Besten der Erfinder, Schriftsteller und Künstler bezweckt*, Leipzig, 1862) et la traduction en deux volumes de *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise* par Ludwig Pfau (*Die Gerechtigkeit in der Revolution und in der Kirche : neue Principien praktischer Philosophie*, Hambourg, 1858-1860), sans oublier les trois volumes d'*Œuvres choisies* du bisontin (*Proudhons ausgewählte Schriften*, Leipzig, 1850-1851), édités par... Arnold Ruge, l'ancien collaborateur de Marx aux *Annales franco-allemandes* !

42 Dans la conclusion de l'article, Engels va jusqu'à affirmer que le « point de vue théorique des travailleurs allemands est en avance de cinquante ans sur celui de Proudhon » ! Au moins, dans ce modèle déterministe, les travailleurs français sont destinés à reconnaître un jour la lumière de la théorie allemande, même si cela prendra des décennies...

allemande<sup>43</sup>, que 274 exemplaires ont été distribués en Allemagne<sup>44</sup>. Or, c'est justement Liebknecht – pourtant accusé de connivences proudhoniennes (« *Dein Proudhonist* »), qui se fait fort pour une traduction allemande de la *Misère* ainsi qu'une réédition de la lettre de Marx sur Proudhon, parue en 1865 dans le *Social-Demokrat* de Johann Baptist von Schweitzer. Engels donne son accord pour republier la lettre dans le *Volksstaat* (il n'en sera rien), mais estime que l'Anti-Proudhon peut attendre, l'édition française du *Capital*, que Marx préparait alors, étant à considérer comme prioritaire<sup>45</sup>. La traduction allemande de la *Misère* (préparée par Kautsky et Bernstein) ne paraîtra en fin de compte qu'en 1885.

Engels toutefois présuppose que ses lecteurs connaissent la *Misère de la philosophie*, dont il reprend la caractérisation de Proudhon comme « socialiste petit-bourgeois »<sup>46</sup>. Que Proudhon et son disciple anonyme du *Volksstaat* s'intéressent à la question du logement, discutée à ce moment depuis des années dans la presse bourgeoise, est pour Engels la conséquence logique de leur caractère petit-bourgeois, étant donné que la crise du logement ne concerne pas exclusivement la classe ouvrière, mais tout aussi bien la petite bourgeoisie. C'est donc un sujet approprié pour des auteurs qui rêvent d'une « collaboration de classe » entre les ouvriers et la petite bourgeoisie.

La phrase qui attire le plus la dérision d'Engels est l'équivalence établie par Mülberger entre l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste et « l'exploitation » du locataire par le propriétaire. Contrairement à la vente de la force de travail par le prolétaire, la location est une « transaction commerciale du type courant, entre deux citoyens, et elle s'effectue suivant les lois économiques qui règlent la vente des marchandises ». Entrent en compte pour la détermination du prix les frais de construction et de l'entretien, le prix du terrain et la loi de l'offre et la demande. Surtout, il n'y a pas de création de *plus-value*, mais seulement « le transfert d'une valeur déjà existante, produite auparavant » : « L'ouvrier, que son travail lui soit payé par le capitaliste à sa valeur, au-dessous, ou au-dessus, est toujours escroqué d'une partie du produit de son travail ; le locataire, seulement dans le cas où il doit payer le logement au-dessus de sa valeur » (Engels passe outre l'épineux problème de la transformation de valeur en prix). L'exploitation du travailleur est universelle ; l'exploitation du locataire est exceptionnelle.

Or, pour le « Proudhonien », il s'agit là d'une question relevant d'une prétendue « Justice éternelle ». Pour Engels, « tout Proudhon » est inclus dans les formulations de Mülberger concernant les « titres de propriété éternels » sur une fraction de la production sociale. Comme l'avait souligné Marx dans le 1<sup>er</sup> volume du *Capital*, « Proudhon puise son idéal de justice [éternelle] dans les rapports juridiques qui ont leur origine dans la société

---

43 Suivant l'introduction de Hans Pelger à Karl Marx, *Das Elend der Philosophie. Antwort auf Proudhons « Philosophie des Elends »*, Berlin, Bonn, 1979 (Internationale Bibliothek, 12), p.LXXXIX-XCVIII.

44 *Ibid.*, p.XCIII.

45 Lettre d'Engels à Liebknecht du 12 février 1873 ; in Liebknecht, *Briefwechsel mit Karl Marx...*, *op.cit.*, p.153. Liebknecht écrira lui-même le 16 mai 1873 à Marx qu'il espère que l'édition française du *Capital* sera bientôt prête afin de « balayer les toiles d'araignée proudhoniennes des crânes franco-belges » (« damit die Proudhon'schen Spinnweben endlich aus den Franz[ösisch]-Belg[ischen] Schädeln gefegt werden ») ; *ibid.*, p.181.

46 Cf. sur la notion du « socialisme petit-bourgeois » chez Marx : Frédéric Krier, *Sozialismus für Kleinbürger. Pierre Joseph Proudhon – Wegbereiter des Dritten Reiches*, Cologne, Weimar, Vienne, 2009, p.6-9.

basée sur la production marchande ; ce qui, soit dit en passant, lui [chez Marx : « à tous les béotiens »/ »für alle Spießbürger »] fournit agréablement la preuve que ce genre de production durera aussi longtemps que la justice elle-même. »<sup>47</sup>. Idem Mülberger, qui, en voulant distribuer les droits de propriété aux locataires n'éternalise que la propriété privée. Pour Engels, suivant Marx, ce recours à des formulations juridiques, au droit naturel, ne constitue que l'expression de la banqueroute du proudhonisme sur le plan de la théorie économique :

« Toute la doctrine proudhonienne repose sur cette façon de s'évader hors de la réalité économique pour se réfugier dans la phraséologie juridique. Chaque fois que l'enchaînement économique échappe à notre brave Proudhon – et c'est ce qui se produit dans toutes les questions importantes –, il se réfugie dans le domaine du droit et en appelle à la justice éternelle. »

En s'appuyant sur ses réflexions et discussions avec Marx de 1851 par rapport aux propositions de Proudhon dans *l'Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle* relatives à la propriété immobilière<sup>48</sup>, Engels illustre cette incapacité de comprendre les faits économiques par la question de la détermination du prix de location d'un immeuble sous le régime capitaliste. Mülberger oublierait « que les loyers doivent couvrir non seulement les frais de la construction, mais aussi les réparations et la perte de revenus résultant de mauvaises dettes, de loyers non payés comme de locaux restés éventuellement vacants, et enfin l'amortissement du capital investi » ; dans d'autres mots : Mülberger ignore la perspective du propriétaire. Mülberger se défairait de l'autre élément expliquant la croissance des loyers, l'augmentation de la valeur du terrain (que la valeur du terrain augmente est un présupposé pour Engels comme pour Mülberger), en la déclarant « possession » de la « société » toute entière, ce qui reviendrait de fait à abolir la propriété foncière. Or Mülberger ne tire pas cette conclusion communiste. (A noter que dans son projet de « liquidation du loyer », qui sert de modèle au modèle de location-vente avancé par Mülberger, Proudhon estime qu'après réduction du taux d'intérêt de l'argent à zéro, le revenu sur le capital engagé dans les maisons descendrait également à zéro ; le loyer transformé en contrat de vente ne refléterait alors au « juste prix »<sup>49</sup> que « l'amortissement du capital dépensé dans la construction, l'entretien du bâtiment et l'impôt », donc en partie les éléments qu'Engels reproche au Proudhonien d'ignorer.)

La même chose vaut pour la question de l'intérêt, que Proudhon transformerait d'une matière économique en problème juridique ou plutôt juridico-politique : « De son point de vue juridique, Proudhon explique le taux de l'intérêt comme tous les faits économiques, non par les conditions de la production sociale, mais par les lois de l'État dans lesquelles ces conditions trouvent leur expression générale. De ce point de vue, on ne peut avoir le moindre soupçon du lien qui existe entre les lois de l'État et les conditions

---

47 Cf. MEW, vol. XXIII, p.99. La citation d'Engels (y compris dans l'original allemand) comprend plusieurs divergences par rapport au texte publié par Marx.

48 P.J. Proudhon, *Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle (choix d'études sur la pratique révolutionnaire et industrielle)*, Paris, 1851, p.217-222.

49 Engels souligne d'ailleurs que la « constitution de la valeur » chez Proudhon n'est rien d'autre que la notion du « juste prix des boutiquiers » ; cf. la lettre d'Engels à Marx du 11 août 1851 ; MEW, vol. XXVII, p.310.

de production de la société ; ces lois de l'État apparaissent donc nécessairement comme des décrets purement arbitraires que l'on peut tout aussi bien remplacer à tout moment par d'autres, diamétralement opposés. Ainsi, rien de plus facile pour Proudhon que d'émettre un décret – dès qu'il en aura le pouvoir – abaissant le taux de l'intérêt à 1%. » Notons bien qu'Engels, loin de fulminer « l'indifférentisme en matière politique », attaque ici l'interventionnisme politique de l'anarchiste Proudhon : dans ce développement, c'est Proudhon, qui doit d'abord conquérir le pouvoir politique pour mettre en œuvre une révolution sociale *par décret*, alors que pour Engels, la transformation sociale est le préalable pour que les décrets proudhoniens n'aient quelconque effet : « (...)si toutes les autres circonstances sociales restent ce qu'elles étaient, ce décret n'existera que sur le papier. En dépit de tous les décrets, le taux de l'intérêt sera fixé comme auparavant suivant les lois économiques auxquelles il est soumis aujourd'hui (...) ».

S'il partage donc la conception des économistes libéraux qu'il existe un taux d'intérêt pour ainsi dire « naturel », régi par les seules « lois économiques », il fulmine en même temps l'utilisation par Proudhon de la terminologie « monstrueuse » de la « productivité du capital » (« Rien ne prouve mieux combien Proudhon est profondément prisonnier de la façon de penser bourgeoise que d'avoir adopté cette terminologie de la productivité du capital »). Pour Engels, cette terminologie ne peut désigner en régime capitaliste que la « qualité qui lui est inhérente (...) de pouvoir s'approprier le travail non payé de travailleurs salariés », seul le travail étant véritablement productif (Engels oublie que Mülberger dit pour l'essentiel la même chose dans la première partie de son ticle !<sup>50</sup>). En tout cas, vouloir faire la guerre à la prétendue « productivité du capital » en s'attaquant au taux d'intérêt ne changerait rien à l'appropriation de la plus-value par la classe capitaliste, et ne mènerait qu'à une redistribution de l'accaparement de la plus-value du rentier vers le capitaliste industriel. En pratique, cela ne se traduirait en pratique que par une plus grande prudence des rentiers d'avancer de l'argent, ainsi que par le recours à la fraude et au détournement. Engels illustre cette évolution à l'exemple des lois usuraires du moyen-âge, qui auraient toutes été abrogées, parce que « l'État a dû reconnaître son impuissance vis-à-vis des lois de la production sociale » (!).

Les développements de Mülberger sur la précarité et l'insalubrité du logement urbain, des conséquences morales de l'absence d'un foyer fixe, qui mettrait le locataire en-dessous du « sauvage » ou du « troglodyte », disposant au moins de sa hutte ou de sa cave, est qualifiée par Engels comme une « jérémiade », qui démontrerait le caractère essentiellement réactionnaire du Proudhonisme. Pour le Proudhonien, la révolution industrielle, la mécanisation de la production, la « multiplication par mille de la force productive du travail », l'évincement progressif de l'échange direct entre deux producteurs tout comme la concentration de la population ouvrière dans des grandes métropoles auraient été des évolutions « fâcheuses ». L'utopie proudhoniennne serait donc un rappel nostalgique de la condition du « tisserand qui possédait à côté de son métier sa maisonnette, son jardinet et son bout de champ, [et qui] était, avec toute sa misère et malgré l'oppression politique, un homme tranquille et heureux, qui vivait 'en toute piété et honnêteté', tirait son chapeau devant les riches, les curés et les fonctionnaires de l'État, et était au fond de lui-même

---

50 Marx récusera au contraire la formule du travail comme source de toute richesse dans la *Critique du programme de Gotha* ; MEW, vol. XVIII, p.15.

100% un esclave ». L'idéal du travailleur propriétaire de son foyer ne serait que le retour « à un état dans lequel le vieil et stable travail artisanal sera la règle », état qui ne pourrait être obtenu qu'en retardant de « cent ans l'horloge de l'histoire mondiale ».

Si Engels admet que « la situation des travailleurs, depuis l'introduction de la production capitaliste sur une grande échelle, ait dans l'ensemble empiré matériellement, il n'y a que le bourgeois qui en doute »<sup>51</sup>, il souligne en même temps que cette évolution était inéluctable et nécessaire. Loin de déplorer cet aggravement de la condition ouvrière et de demander un impossible retour en arrière à l'instar du Proudhonien, il faudrait au contraire reconnaître que, pour « créer la classe révolutionnaire moderne du prolétariat, il était indispensable que fût tranché le cordon ombilical qui rattachait au sol le travailleur du passé ». Seule cette dépossession du travailleur, déraciné, mais « libre comme l'air », aurait permis la constitution du mouvement révolutionnaire ; seule la « révolution économique » du capitalisme aurait « créé[e] les conditions qui seules permettent d'abolir l'exploitation de la classe ouvrière », sa propre abolition.

Quelle solution alors pour la question du logement dans la logique d'Engels ? Aucune des réformes proposées par Proudhon et son disciple, ni par les réformateurs bourgeois qu'Engels traitera dans un second article<sup>52</sup>, ne sera à même d'amener des améliorations réelles. Au plus, la situation sera temporairement résolue, « comme toute autre question sociale » en régime capitaliste, par l'établissement d'un nouvel équilibre économique entre l'offre et la demande, c'est-à-dire par les « lois du marché », mais cela n'évitera « le problème de se reposer sans cesse ». Seule la révolution socialiste proposera une solution plus définitive, quoiqu'Engels ne nous donne pas de réponses quelle forme concrète cette solution prendra, « comme nous n'avons pas à bâtir des systèmes utopiques pour l'organisation de la société future ». Outre l'objectif plus général de la « suppression de l'opposition entre la ville et la campagne », Engels ne propose en fait rien d'autre que « l'expropriation des propriétaires actuels (...) dès que le prolétariat aura conquis le pouvoir politique », sans nous renseigner davantage qui mettra en œuvre ces expropriations, si cela entraînera l'expulsion des propriétaires actuels expropriés (pour aller où), à qui ces logements seront distribués, selon quels critères et par quelle instance... (On peut d'ailleurs se demander – suivant la logique même d'Engels - en quoi l'expropriation proposée se distingue de l'abolition du taux d'intérêt par décret proudhonnier. Qu'est-ce qui empêche qu'il s'agit d'une simple redistribution de l'immobilier et qu'un nouveau régime propriétaire – éventuellement légalement camouflé en « propriété publique » - s'établira par la suite ?).

---

51 Constat qui sera évidemment mis en question avec l'amélioration tangible de la situation matérielle des travailleurs dans les décennies suivantes.

52 « Wie die Bourgeoisie die Wohnungsfrage löst », in in *Der Volksstaat. Organ der sozial-demokratischen Arbeiterpartei und der Internationalen Gewerksgenossenschaften*, 4e année, no 103, 25 décembre 1872, p.1-2 ; no 104, 28 décembre 1872, p.1-2 ; 5e année, no 2, 4 janvier 1873, p.1-3 ; no 3, 8 janvier 1873, p.1 ; repris dans MEGA2, vol. I/24, p.29-57. L'article consiste principalement d'une discussion de l'ouvrage de l'économiste autrichien Emil Sax, *Die Wohnungsverhältnisse der arbeitenden Classen und ihre Reform*, Vienne, 1869.

## La défense de Mülberger

La réplique de Mülberger à l'attaque d'Engels ne paraît que quatre mois plus tard. La rédaction du *Volksstaat* (Hepner ?) s'excuse pour ce retard dû à des « circonstances extérieures » (« äußere Umstände »), indépendantes de la volonté de l'auteur et de la rédaction. En même temps, le rédacteur explique que le *Volksstaat* se distancie clairement du « proudhonisme » de Mülberger, tout en admettant qu'Engels l'ait pu mal interpréter à propos de quelques points secondaires (« Mülberger [ist] zwar in einigen Nebenpunkten mißverstanden worden (...), nicht aber im Hauptpunkte, dem Proudhonismus (...) »<sup>53</sup>). Le *Volksstaat* ne publiera plus de contributions de Mülberger après cette réponse.

Mülberger se dit étonné d'avoir provoqué la réponse d'une éminence socialiste comme Engels, qu'il qualifie comme « gardien de la porte du socialisme allemand » (« Thorwächter des deutschen Sozialismus ») ; toutefois, il juge qu'il s'agit d'une bien « étrange polémique » (« eine sonderbare Art der Polemik »), étant donné qu'Engels ne l'utiliserait qu'en homme de paille pour mieux attaquer Proudhon. Le médecin du Wurtemberg se défend pourtant d'être proudhonien<sup>54</sup> et prétend n'avoir nullement l'intention d'écrire une défense de Proudhon (« Nichts liegt mir ferner, als seine Vertheidigung Proudhons schreiben zu wollen »). Or c'est précisément ce qu'il fait dans cet article.

Mülberger critique de prime abord la qualification de Proudhon de « petit bourgeois » par Marx, puis Lasalle, qui serait devenu un véritable dogme du socialisme allemand, répété pieusement par de nombreux militants, qui n'auraient jamais lu ne serait-ce qu'une ligne de Proudhon. Par conséquent, le socialisme allemand se considérerait erronément comme supérieur au socialisme français, ce qui aurait amené une fausse compréhension du caractère des mouvements révolutionnaires en France (de 1848 à la Commune de Paris<sup>55</sup>) ainsi que dans les pays latins en général, et rendrait plus difficile l'action commune au sein du mouvement socialiste international.

Ensuite, Mülberger défend Proudhon de l'accusation de se réfugier vers des conceptions purement juridiques. Au contraire, Proudhon saurait aussi bien que Marx et Engels, que les relations économiques priment sur les relations juridiques, et que les conceptions juridiques d'un peuple ne sont que le reflet, l'expression et le produit des relations économiques et de production (« Proudhon weiß so gut, wie Marx und Engels, daß das eigentliche Treiben in der menschlichen Gesellschaft die *ökonomischen*, nicht die *juridischen* Verhältnisse sind, auch er weiß, daß die jeweiligen Rechtsideen eines Volkes nur der Ausdruck, der Abdruck, das Produkt der *ökonomischen* – insbesondere der *Produktionsverhältnisse* sind. »). Le droit ne serait pour Proudhon qu'un produit économique développé historiquement (« historisch gewordenes ökonomisches Produkt »). Par conséquent, la révolution sociale implique un changement fondamental de la conception

---

53 Mülberger, « Zur Wohnungsfrage (Antwort an Friedrich Engels...) », *op.cit.*, note de bas de page, p.1.

54 A la fin de l'article, Mülberger proclame sa haine de tous les systèmes et de tous les –ismes qui dépendent de personnes particulières, du « lassalléanisme » au « proudhonisme ». Il n'aurait par conséquent nullement l'intention d'introduire un « proudhonisme » en Allemagne.

55 En note de bas de page, la rédaction du *Volksstaat* qualifie cette accusation de Mülberger comme « très injustifiée » (« sehr ungerechtfertigt ») ; cf. *ibid.*

du droit. Müllberger se réfère dans ce contexte à la conception du droit économique dans *La guerre et la paix*<sup>56</sup>, qui serait très proche de la conception développée par Lassalle dans son *Système des droits acquis*<sup>57</sup>.

Müllberger affirme qu'en faisant la description de la situation du logement à Vienne, il aurait illustré des lois économiques qui s'opposent à une conception socialiste du droit (« sozialistisches Rechtsgefühl »), tout comme Engels aurait écrit sa *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* parce que les choses observées en Angleterre révoltaient son sentiment de justice ! Si Engels voit désormais dans une telle description que des « jérémiades », et prend la tenue du maître d'école, qui se contente d'expliquer pourquoi les choses doivent être ainsi, il sonne pour Müllberger comme un apologiste de la misère, qui au moins aurait le mérite d'avoir préparé le terrain et mûri les hommes afin qu'ils soient à même de reconnaître qu'il faut mettre un terme à cette situation (« Es klingt komisch und doch ist es so, als ob Engels ein Lobgedicht auf das ganze soziale Elend verlangte, weil eben dieses soziale Elend wenigstens den Boden geebnet und die Menschen reif gemacht hat, daß sie endlich Willens sind, dem Jammer ein Ende zu machen. »). Quiconque se plaindrait du sang et des pleurs demandés par le progrès culturel ne serait pour Engels qu'un « réactionnaire ». Or, Müllberger prétend ne décrire que la situation actuelle, alors qu'Engels ne ferait que démontrer sa nécessité, puis accuserait Müllberger de ne pas faire la même chose que lui-même. Idem pour l'affirmation que la solution de la question du logement ne saura être le levier de la révolution sociale – Müllberger souligne qu'il ne dit pas autre chose, que la question du logement ne serait qu'un symptôme de la maladie sociale (« ein Symptom der sozialen Krankheit ») et qu'il présuppose à sa solution une révolution intégrale, l'abolition du mode de production capitaliste. Il se dit même d'accord avec « l'école allemande », que cela devra passer par la prise de possession des instruments de travail et de l'industrie entière par la classe ouvrière (« der faktischen Besitzergreifung sämtlicher Arbeitsinstrumente , aus der Inbesitznahme der gesamten Industrie von der arbeitenden Klasse ») et non par une modification dans les rapports de circulation. Ce changement du mode de production permettra la réduction de l'intérêt à zéro, et non l'inverse. Et ce serait alors aux ouvriers de décider comment ils procéderont pour résoudre la question du logement, par l'expropriation directe prônée par Engels ou par un système de transfert graduel, tel le système de location-vente proposé par Müllberger.

En même temps, Müllberger estime qu'Engels tombe dans l'utopisme quand il évoque la « suppression de l'opposition entre la ville et la campagne ». En général, Engels défendrait son point de vue d'une « hauteur vertigineuse », qui laisserait apparaître les problèmes sociaux concrets et quotidiens comme des bagatelles (« von der schwindelnden Höhe seines Standpunktes herab erscheint ihm das Alles als unbedeutende Kleinigkeit »). Engels ne s'intéresserait qu'à la conquête finale du pouvoir politique par les ouvriers et négligerait les questions tactiques, qui permettraient au parti social-démocrate d'avancer et d'élargir son champ d'action, notamment parmi la population rurale et au niveau communal. Par conséquent, Müllberger réitère sa position que la social-démocratie doit se saisir également de sujets tels que la fiscalité, les dettes hypothécaires, le crédit,

---

56 Cf. Pierre-Joseph Proudhon, *Œuvres complètes*, vol. VI, Genève, Paris, 1982, p.463.

57 Ferdinand Lassalle, *Das System der erworbenen Rechte. Eine Versöhnung des positiven Rechts und der Rechtsphilosophie*, Leipzig, 1861.



l'autonomie communale, la question du logement – dans d'autres termes, qu'elle sorte du socialisme abstrait pour traiter des relations sociales concrètes ; qu'elle dise adieu aux systèmes pour trouver les moyens pour mettre en œuvre des changements concrets (« Ich wollte aus dem abstrakten Sozialismus heraus und an die bestimmten *konkreten Verhältnisse der Gesellschaft herantreten*, nicht aus persönlichem Bedürfnis, sondern deshalb, weil ich es für außerordentlich zweckmäßig halte, den Systemen *Adieu* zu sagen und sich nach *Mitteln* umzusehen. »).

## La seconde réplique d'Engels

Engels se voit contraint de réagir<sup>58</sup> (« il m'accable de tant de reproches et il brouille si bien les points de vue que bon gré, mal gré, il me faut lui répondre ») à cette deuxième intervention de Mülberger assez agressive à son égard et largement plus concise dans son argumentation que le premier article de début 1872. D'ailleurs Engels choisit de revenir sur des citations particulièrement vexantes du premier article sur lesquels Mülberger ne revient pas dans sa réplique, notamment l'objectif déclaré d'une alliance entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie sur la question du logement vue « l'absolue et profonde identité » de leurs intérêts », l'affirmation « Le salarié est au capitaliste ce que le locataire est au propriétaire » et l'utilisation du terme de la « productivité du capital », qualifié en même temps comme « fictive » et comme « taureau qui doit être saisi par les cornes ».

Engels s'excuse d'ailleurs qu'il se contente de clarifier et d'expliquer davantage les points qu'il a développé dans le premier article, tout en adaptant le ton de la critique (effectivement quelque peu plus sobre) à « la sensibilité de [l']épiderme » de « l'ami Mülberger ». Il répète toutefois son constat que l'article de Mülberger, qui se défend pourtant d'être un « Proudhonien », ne contenait que du « pur proudhonisme ». Loin de démanteler le prétendu « dogme » ou « mythe » du petit-bourgeois Proudhon, le médecin du Wurtemberg n'aurait que confirmé la réalité du petit-bourgeois Mülberger, qui (dans son premier article) défendait l'artisanat comme « véritable pilier de la société ».

Engels utilise par ailleurs l'accusation de Mülberger envers les socialistes allemands de méconnaître l'influence proudhonienne sur les mouvements ouvriers dans les pays latins pour établir un lien avec la lutte en cours dans l'Internationale. Si l'influence du bisontin serait à considérer comme un « malheur », il n'est pour autant, selon Engels, « pas exact que les prétendus ' principes ' proudhoniens jouent chez les Latins le rôle décisif que leur attribue Mülberger ». Engels insiste sur le rôle limité des Proudhoniens lors de de la Commune de Paris :

« Bien que les proudhoniens y fussent fortement représentés, il n'y eut pas la moindre tentative pour liquider la vieille société ou organiser les forces économiques selon les projets de Proudhon. Tout au contraire. C'est là un titre de gloire de la Commune : dans les mesures économiques prises par elle, ce ne furent pas des principes quelconques qui jouèrent le rôle de

---

58 « Nachtrag über Proudhon und die Wohnungsfrage », in *Der Volksstaat. Organ der sozial-demokratischen Arbeiterpartei und der Internationalen Gewerkschaften*, 5e année, no 12, 8 février 1873, p.1 ; no 13, 12 février 1873, p.1-2 ; no 15, 19 février 1873, p.1 ; no 16, 22 février 1873, p.1 ; repris dans MEGA2, vol. I/24, p.58-91.

l'âme motrice', mais tout simplement la nécessité pratique. Et c'est pourquoi ces mesures : la suppression du travail de nuit dans la boulangerie, l'interdiction des amendes dans les fabriques, la confiscation des fabriques et des ateliers fermés et leur remise à des associations ouvrières – n'étaient pas du tout dans l'esprit de Proudhon, mais bien dans celui du socialisme scientifique allemand. La seule mesure sociale que les proudhoniens aient fait appliquer fut de ne pas confisquer la Banque de France et c'est en partie pour cette raison que la Commune a échoué ».

Cette évolution du socialisme français dans le sens du socialisme scientifique allemand aurait été confirmée dans le manifeste des blanquistes émigrés à Londres *Internationale et Révolution* (rédigé en large partie par... Vaillant !). Quand Mülberger se plaint de la méconnaissance de la Commune par les socialistes allemands, il oublierait que l'analyse « de loin (...) la plus exacte » des événements de Paris aurait été livrée par l'allemand Marx dans *La guerre civile en France*. L'influence de Proudhon ne jouerait que « sous une forme encore défigurée par Bakounine » en Italie<sup>59</sup> et en Espagne. Le seul pays où le mouvement ouvrier soit directement influencé par les « principes proudhoniens », serait la Belgique<sup>60</sup>.

Engels note par ailleurs qu'il ne peut partager l'opinion qu'une quelconque « idée de la Justice de la Révolution » l'aurait amenée à écrire la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*. La notion lui paraît parfaitement obscure ; il ne se la peut expliquer que par le fait que Proudhon fasse de la Révolution avec un grand R une « sorte de divinité qui incarne et accomplit sa 'justice' », sans par ailleurs distinguer entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. Pour développer sa critique de la conception proudhonnienne de la Justice éternelle et immanente, Engels s'appuie ici sur ses notes sur *l'Idée générale de la Révolution au XIX<sup>e</sup> siècle* et sur *La guerre et la paix*<sup>61</sup>. Comme le dernier ouvrage est directement cité par Mülberger, qui en plus prétend que Proudhon n'y dirait pas autre chose que Marx et Engels, Engels revient plus longuement sur ces recherches de Proudhon « sur le principe et la constitution du droit des gens ». Loin de montrer une « compréhension pour la conception matérialiste de l'histoire », *La guerre et la paix* serait en réalité le « plus scolaire » des livres de Proudhon, par ailleurs « si peu matérialiste qu'il ne peut venir à bout de sa construction de la guerre, sans appeler le Créateur à la rescousse ». Le seul

---

59 Pratiquement en parallèle à la 2e réponse d'Engels à Mülberger, Marx rédige son article contre « l'indifférentisme en matière politique », principalement une critique de la *Capacité des classes ouvrières* de Proudhon, qui paraît ensemble avec « De l'autorité » d'Engels dans un *Almanach républicain* italien ; cf. Karl Marx, « L'Indifferenza in materia politica », in MEGA2, vol. I/24, p.105-109. C'est à peu près la seule publication de Marx à cette époque (qui est en train de préparer la traduction française du *Capital*), alors qu'Engels est pleinement engagé dans la lutte contre les « sécessionnistes » dans l'Internationale.

60 Etrangement, contrairement à toutes les autres tendances sécessionnistes, les Proudmoniens belges ne sont pratiquement jamais attaqués directement par Marx et Engels.

61 Engels utilisaient l'édition Lacroix de 1868 et de 1869. Des conspecti d'extraits sur les deux ouvrages ont été publiés en langue russe dans *Archiv K. Marksa i F. Engel'sa*, vol. X, Moscou, 1948. L'IISH d'Amsterdam, qui a une large collection d'extraits d'Engels, ne dispose que de copies de la version publiée en URSS ; les éditeurs de la MEGA (MEGA2, vol. IV/32, p.533) indiquent que le conspectus sur *La guerre et la paix* est contenu entre les pages 142 et 143 de l'exemplaire d'Engels du premier volume de *La guerre et la paix*. Ayant vu cet exemplaire aux Archives fédérales à Berlin-Lichterfelde (cote Ma 369a 1), je ne peux confirmer cette information.

« matérialisme » proudhonien consisterait de la platitude d'un lien entre le paupérisme et la guerre, Proudhon manifestant à cette occasion du « malthusianisme le plus grossier »<sup>62</sup>. Mülberger n'aurait pas tort de rapprocher Proudhon du *Système des droits acquis* de Lassalle, mais au moins Lassalle serait un « juriste et un hégélien véritables », alors que Proudhon serait un « pur dilettante ». Ainsi, si Proudhon pouvait paraître occasionnellement comme relativement proche des conceptions matérialistes, ce ne serait qu'en raison de ce dilettantisme, parce qu'il « se contredit sans cesse » et que ses réflexions sont « extrêmement confuses et illogiques ».

Engels ne répond pour autant pas réellement au reproche de Mülberger que sa conception de l'histoire l'amènerait à une apologie de la misère comme mère-veilleuse de la Révolution ; quant à l'accusation que sa vision de la suppression de la différence entre la ville et la campagne pêcherait d'utopisme, Engels se contente de parodier le texte de Mülberger pour démontrer qu'alors la suppression de l'antagonisme entre capitalistes et salariés serait tout aussi « utopique ». Au contraire, le mouvement historique réel montrerait que cette suppression serait « une exigence pratique de la production industrielle comme de la production agricole ». Le véritable utopiste serait Proudhon voulant maintenir « le paysan tel qu'il est », c'est-à-dire dans « l'isolement et de l'abrutissement dans lesquels [il] végète, presque sans changement depuis des millénaires ». Alors que les rédacteurs du *Volksstaat* s'étaient moqués de la critique de Mülberger, en soulignant qu'il ne s'agit évidemment pas de transformer Berlin en village, et les villages en Berlin (« daß Berlin ein Dorf oder die Dörfer Berlin werden müssen »<sup>63</sup>), Engels affirme qu'après abolition du mode de production capitaliste, en combinaison avec une « étroite association des productions industrielle et agricole », « une répartition aussi égale que possible de la population dans tout le pays » serait indispensable et une nécessité historique.

Au lieu de concéder à Mülberger qu'il s'agit là d'une conception hautement déterministe et téléologique de l'histoire, Engels retourne en quelque sorte l'accusation : Mülberger prétend chercher les solutions « dans les faits », mais au lieu « d'étudier les 'rapports concrets et déterminés de la société', il se contente de lire quelques tomes de Proudhon » ; Mülberger veut se défaire de tous les systèmes, mais ne reproduit que le « système proudhonien » comme « plan de sauvetage social » à l'instar des socialismes « utopiques » avant lui, ces « panacées sociales (...) toujours et partout imaginées de toutes pièces par les fondateurs de sectes ». Proudhon, qui ne voulait pas devenir fondateur d'école, apparaît ainsi comme fondateur de la secte de la divinité « Révolution », et Mülberger comme son apôtre allemand.

Engels conclut en mettant en garde le mouvement ouvrier contre toute recherche de « solutions pratiques » ; la seule « pratique » utile en dehors de soulèvements révolutionnaires serait... la théorie, « la connaissance exacte du mode de production capitaliste sous tous ses aspects » !

---

62 Sur le malthusianisme implicite de Proudhon, malgré ses polémiques virulentes et répétées contre les Malthusiens, voir Charbit Yves, « Proudhon et le piège malthusien », in *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 116, no 1, 2004, p. 5-33.

63 Mülberger, « Zur Wohnungsfrage (Antwort an Friedrich Engels...) », *op.cit.*, note de bas de page, p.2.

## Epilogue

Mülberger, qui semble s'être éclipsé quelque peu du mouvement socialiste après la controverse avec Engels<sup>64</sup>, revient sur la scène avec une série d'articles sur Proudhon, dont 5 seront regroupés ensemble en 1891 dans le volume *Studien über Proudhon*<sup>65</sup>. Loin de renier le terme de « Proudhonien », Mülberger devient le propagandiste N°1 du bisontin en langue allemande, publiant notamment une traduction de la polémique entre Bastiat et Proudhon sur l'intérêt<sup>66</sup>, puis une biographie de Proudhon<sup>67</sup>, peut-être en réaction à l'étude approfondie de l'œuvre proudhoniennne en 3 volumes publiée par Karl Diehl<sup>68</sup>. Notons qu'Edouard Bernstein loue l'étude systématique et assidue de Diehl, tout en se distanciant de son orientation « socialiste de cathèdre », et l'oppose favorablement à Mülberger, décrit comme disciple entièrement dévoué à la cause de Proudhon, dont l'exactitude de la doctrine serait incomparable, la critique inégalée et l'influence universelle (« [Mülberger ist] durchdrungen (...) von der unvergleichlichen Richtigkeit des Proudhon'schen Denkens, von der Unübertroffenheit der Proudhon'schen Kritik und von der Allgewalt ihres Einflusses »)<sup>69</sup>. A ce moment, Bernstein caractérise le système proudhoniennne encore d'utopie petite-bourgeoise (« Proudhon in seiner ganzen kleinbürgerlichen utopistischen Glorie »<sup>70</sup>). Après son évolution vers le révisionnisme, qui comprend une réhabilitation (limitée) de Proudhon<sup>71</sup>, Bernstein permettra cependant à Mülberger de collaborer au nouvel organe des révisionnistes du SPD, les *Sozialistische Monatshefte*<sup>72</sup>, malgré les publications ouvertement antimarxistes de Mülberger parues les années précédentes<sup>73,74</sup>. Mais il est vrai que le programme revendiqué par Mülberger, réclamant des moyens au lieu de systèmes, des interventions de la social-démocratie dans

---

64 L'IISH dispose toutefois d'une lettre de Mülberger à Karl Kautsky de 1883 (désormais disponible sur le site web de l'Institut) ; cote K D XVIII 7.

65 Arthur Mülberger, *Studien über Proudhon. Ein Beitrag zum Verständnis der sozialen Reform*, Leipzig, 1891.

66 Arthur Mülberger (ed.), *Kapital und Zins. Die Polemik zwischen Bastiat und Proudhon*, Jena, 1896.

67 Arthur Mülberger, *P.J. Proudhon. Leben und Werke*, Stuttgart, 1899.

68 Karl Diehl, *Pierre Joseph Proudhon. Seine Lehre und sein Leben*, 3 vol., Jena 1888-1896. Une réimpression en un volume a paru à Aalen en 1968.

69 E[duard] B[ernstein], « Zwei neuere Werke über Proudhon », in *Die Neue Zeit*, 9e année, 1890-91, no 43, p.524-533 ; citation p.524.

70 *Ibid.*, p.528.

71 E[duard] B[ernstein], « Proudhon als Politiker und Publizist », in *Die Neue Zeit*, 14e année, 1895-96, no 46, p.609-621.

72 Mülberger y publie quatre articles entre 1897 et 1899, traitant de Proudhon, d'Ernst Busch et de Silvio Gesell : « Eigentum ist Diebstahl. Eine historische Richtigstellung », in *Sozialistische Monatshefte*, 1ère année, no 5, p.274-284 ; « Eine neue Sozialtheorie », 1ère année, no 7, p.400-404, no 8, p.449-457 ; « Noch einmal Ernst Busch. Eine Replik », 1ère année, no 10, p.567-568 ; « Ueber Geldwesen », 3e année, no 1, p.30-35.

73 Notamment dans le petit ouvrage *Zur Kenntnis des Marxismus. Kritische Skizzen*, Leipzig, 1894, qui comporte outre un essai sur l'influence de Feuerbach sur Marx, des comptes-rendus de la *Misère de la philosophie* de Marx (qualifiée de « caricature » de l'argumentation proudhoniennne), de la *Situation de la classe laborieuse en Angleterre* d'Engels (qu'il continue à tenir en estime), de *La Femme et le socialisme* de Bebel ainsi que des commentaires de Kautsky sur le programme d'Erfurt. Mülberger a également édité l'ouvrage antimarxien d'Ernst Busch, *Der Irrtum von Karl Marx. Aus Marx's Nachlass*, Bâle, 1894.

74 Outre les ouvrages cités, Mülberger partageait également l'intérêt de Proudhon pour les chemins de fer et a publié un livre sur les chemins de fer au Wurtemberg : *Die Eisenbahn-Reform in Württemberg*, Tübingen, 1896. La ville de Crailsheim était d'ailleurs un centre ferroviaire de quelque importance, cf. Willi Glasbrenner, *Die Eisenbahn in Crailsheim*, Fribourg, 1994.

la politique communale, dans la politique quotidienne, sur des questions comme l'imposition, l'endettement, l'accès à un logement à bas prix, est entretemps devenu le fonds de commerce du parti social-démocrate, même s'il ne se soucie guère des conceptions et projets proudhoniens. En ce sens, la coopération du disciple de Proudhon avec les tenants du révisionnisme marxiste, pour lesquels « le chemin est le but » (« der Weg ist das Ziel ») est tout à fait logique. *A posteriori*, Mülberger gagne la controverse contre Engels, du moins en ce qui concerne l'orientation tactique de la social-démocratie allemande.

Quant à la question du logement, c'est en quelque sorte Engels qui est confirmé. La pénurie du logement est effectivement résolue par l'établissement d'un nouvel équilibre entre offre et demande... par l'éclatement de la bulle immobilière en 1873. A la suite du « vendredi noir », la crise se propage d'Autriche vers l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis... Les grandes sociétés immobilières font presque toutes faillite, les loyers baissent, tout comme la pression migratoire des années du boom. Les salaires résistent mieux à la dépréciation générale que les prix de consommation et le prix de l'immobilier, menant surtout à partir de 1880 à une hausse sensible des salaires réels<sup>75</sup>. La situation sur le marché de l'immobilier s'améliore en conséquence. Mais, comme l'avait prédit Engels, « cette solution (...) n'empêche pas le problème de se reposer sans cesse », et le débat sur la question du logement des classes ouvrières reprend avec une nouvelle vigueur dès 1885...

---

75 Cf. Bullock et Read, *The movement for housing reform...*, *op.cit.*, 63.